

Les organisations syndicales de Maine-et-Loire



Depuis 2 ans, le gouvernement a fait le choix, au travers de "l'Accord Compétitivité", et maintenant avec le "Pacte de Responsabilité", de soutenir continuellement le patronat en portant des coups au monde du travail.

Les entreprises reçoivent déjà plus de 172 milliards d'€ par an (l'équivalent de 6 millions d'emplois) d'aides publiques, sous la forme d'allègements ou d'exonérations fiscales et sociales, sans aucune efficacité pour l'emploi.

Pour financer l'accord compétitivité et le pacte de responsabilité, l'état propose d'économiser 50 milliards d'€ par an, ce qui relève d'une logique inacceptable d'austérité, attaque inévitablement le financement des services publics et met en danger la sécurité sociale notamment sa branche famille.

L'éducation nationale qui est le premier poste du budget de l'état va donc lourdement être mise à contribution. Comme tous les salariés, les personnels de l'éducation nationale sont frappés de plein fouet par les politiques d'austérité menées depuis des années.

Les attaques contre leurs emplois et leur pouvoir d'achat seront démultipliées par les mesures découlant de l'application du "Pacte de Responsabilité".

- Alors que les salaires sont gelés depuis 2010, ce sont maintenant les promotions qui sont remises en cause.
- Alors que le gouvernement s'était engagé à prioriser l'éducation, il envisage aujourd'hui des suppressions de postes.
- Alors que les conditions de travail se dégradent encore, les dotations insuffisantes pour le premier degré et la non création des classes nécessaires dans les collèges et lycées entraînent une augmentation des effectifs par classe déjà pléthoriques.
- Alors que la réforme des rythmes scolaires ne répond en rien à l'amélioration du bien être des élèves, ni aux attentes des familles et des enseignants, on assiste à une territorialisation et à une mise en concurrence entre les écoles.
- Alors que nos métiers, déjà très difficiles, ont besoin de stabilité, les tentatives d'annualisation du temps de travail, tant dans le premier que dans le second degré, se multiplient.
- Alors que les difficultés sociales s'aggravent, que les situations de violence scolaire augmentent, on ne donne pas les moyens au service public d'éducation d'assurer ses missions. Trop souvent, la seule réponse de la hiérarchie est la culpabilisation des personnels et le caporalisme.

C'est pourquoi les syndicats de l'Éducation de Maine-et-Loire, **FSU, FO, CGT et SUD** appellent à **manifeste** et à **faire grève le 18 mars** sur les revendications communes à tous les salariés :

- ▶ **Augmentation générale des salaires**
- ▶ **Arrêt des licenciements et création des emplois nécessaires**
- ▶ **Retrait du pacte de responsabilité**

Des manifestations sont organisées à

Angers 10h30 place Leclerc

Cholet 10h30 place Travot

Saumur 10h30 place de la mairie

Segré 11h30 place de la République